

Als de aanvrager na verloop van die termijn de gevraagde gegevens niet heeft overgemaakt, wordt de aanvraag tot uitbetaling geacht nooit ingediend te zijn.

§ 5. De subsidie wordt binnen een maximumtermijn van 12 maanden uitbetaald na het versturen van het bericht van ontvangst dat het dossier volledig is.

**Art. 11.** § 1. Er wordt een Begeleidingscomité opgericht dat met de opvolging van dit besluit belast wordt. Het vergadert minstens één keer per jaar.

§ 2. Het Begeleidingscomité is samengesteld uit :

- een vertegenwoordiger van de Minister;
- een vertegenwoordiger van de Minister van Energie;
- twee vertegenwoordigers van de administratie, van wie één het secretariaat waarneemt;
- twee vertegenwoordigers van de landbouwsector;
- de facilitator van het Waalse Gewest voor de biomethanisatie;
- een vertegenwoordiger van de "CWAPE".

§ 3. Het Begeleidingscomité heeft als taak :

- de opvolging van de landbouwkundige biomethaanvormingseenheden die een installatiesubsidie gekregen hebben en het opstellen van een jaarverslag over de landbouwkundige biomethaanvormingseenheden;
- het formuleren van elk voorstel dat kan bijdragen tot de verbetering van de landbouwkundige biomethanisatieketen.

**Art. 12.** De Minister van Landbouw is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 25 september 2008.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,

A. ANTOINE

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,

B. LUTGEN

#### SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2008 — 4057

[2008/203950]

#### 23 OCTOBRE 2008. — Arrêté du Gouvernement wallon portant exécution du décret du 15 juillet 2008 relatif au soutien à la création d'activités au travers des bourses de préactivité et au soutien à l'innovation des entreprises au moyen des bourses innovation

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 15 juillet 2008 relatif au soutien à la création d'activités au travers des bourses de préactivité et au soutien à l'innovation des entreprises au moyen des bourses innovation, notamment les articles 1<sup>er</sup>, 5, 6, § 1<sup>er</sup>, 7, § 1<sup>er</sup>, 8, 9, 12, § 1<sup>er</sup>, 13, 14, 15, 16 et 17;

Vu le décret-programme du 23 février 2006 relatif aux actions prioritaires pour l'Avenir wallon, notamment l'article 2, § 2, alinéa 2, et § 4;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 mai 2001 d'exécution du décret relatif aux bourses de préactivité;

Vu l'avis 45152/2 du Conseil d'Etat, donné le 1<sup>er</sup> octobre 2008, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 4 avril 2008;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 10 avril 2008;

Considérant l'avis A.926 du Conseil économique et social de la Région wallonne, donné le 5 mai 2008;

Sur la proposition du Ministre de l'Economie, de l'Emploi, du Commerce extérieur et du Patrimoine;

Après délibération,

Arrête :

#### Chapitre I<sup>er</sup>. — Définitions

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour l'application du présent arrêté, l'on entend par :

1<sup>o</sup> le décret : le décret du 15 juillet 2008 relatif au soutien à la création d'activités au travers des bourses de préactivité et au soutien à l'innovation des entreprises au moyen des bourses innovation;

2<sup>o</sup> le Ministre : le Ministre de l'Economie;

3<sup>o</sup> la bourse de préactivité : la subvention visée à l'article 1<sup>er</sup> du décret;

4<sup>o</sup> le promoteur : la personne physique visée à l'article 1<sup>er</sup> du décret;

5<sup>o</sup> l'Agence : la société anonyme de droit public dénommée Agence de Stimulation économique, telle que visée par le décret-programme du 23 février 2006 relatif aux actions prioritaires pour l'Avenir wallon;

6<sup>o</sup> l'entreprise : la très petite entreprise, la petite entreprise et la moyenne entreprise, qu'elle soit personne physique ou personne morale, visée à l'article 9 du décret;

7<sup>o</sup> la bourse innovation : la subvention visée à l'article 9 du décret;

8<sup>o</sup> le Comité : le Comité de sélection visé à l'article 14 du décret.

CHAPITRE II. — *Les bourses de préactivité*

**Art. 2.** Le Ministre peut octroyer une bourse de préactivité au promoteur qui introduit une demande auprès de l'Agence sur base d'un formulaire électronique.

Ce formulaire comprend notamment l'identification du promoteur et, le cas échéant, de l'accompagnateur, ainsi qu'une demande d'information sur les aides déjà reçues conformément à l'article 3, point 3, du règlement de la Commission européenne n° 1998/2006 du 15 décembre 2006 concernant l'application des articles 87 et 88 du traité aux aides de minimis.

**Art. 3.** § 1<sup>er</sup>. L'Agence accuse réception de la demande dans les vingt-quatre heures de la réception du dossier et fixe la date d'éligibilité des dépenses qui correspond à la date de réception de la demande.

Dans les cinq jours de l'accusé de réception, l'Agence vérifie le caractère complet du dossier.

Si le dossier est incomplet, l'Agence en informe sans délai le promoteur qui dispose d'un délai de quinze jours pour transmettre les documents ou informations complémentaires, à défaut, le dossier sera classé sans suite.

Le promoteur peut, sur demande motivée, solliciter une prolongation de maximum dix jours pour fournir les documents ou informations complémentaires.

§ 2. Lorsque l'Agence constate que le dossier est complet, elle vérifie, dans les cinq jours de cette constatation, si la demande est recevable. Pour être déclarée recevable, la demande doit répondre aux conditions suivantes :

1° respecter l'article 1<sup>er</sup> du décret;

2° viser la création d'une activité au sens de l'article 2, alinéa 2, du décret;

3° concerner la pré-activité;

4° ne pas avoir déjà obtenu une bourse de préactivité pour cette même idée ou ce même projet.

En cas d'irrecevabilité, l'Agence en informe le promoteur et classe le dossier sans suite.

§ 3. Lorsque le dossier est déclaré recevable, l'Agence dispose d'un délai de maximum quatorze jours pour analyser le dossier, rédiger un rapport et le transmettre au Comité.

Dans les trente jours de la réception du rapport d'analyse rédigé par l'Agence accompagné du dossier de demande, le Comité en prend connaissance et rend un avis motivé, en tenant compte des critères visés à l'article 6, § 2, du décret, au Ministre qui adopte une décision et en informe le promoteur par tout moyen conférant date certaine.

Si le promoteur conteste la décision adoptée, dans les quinze jours de sa notification, il peut solliciter un réexamen unique, en apportant des éléments nouveaux au dossier.

§ 4. La demande de complément prévue à l'article 5 du décret, est soumise à la procédure telle que décrite aux paragraphes 1<sup>er</sup> à 3.

**Art. 4.** § 1<sup>er</sup>. L'accompagnement tel qu'il est prévu à l'article 7 du décret, consiste à fournir au promoteur le support nécessaire dans la réalisation de sa tâche et notamment dans la mise en œuvre du projet, dans l'élaboration des rapports et dans le suivi administratif de l'octroi de la subvention.

§ 2. L'agrément des accompagnateurs, d'une durée de trois ans, s'effectuera sur base des critères suivants :

1° posséder la qualification et l'expérience requise à l'exercice de la fonction d'accompagnateur;

2° présenter les garanties d'indépendance et d'impartialité nécessaires à la fonction;

3° ne pas avoir fait l'objet d'une condamnation, ni avoir encouru de sanctions disciplinaires ou administratives;

4° pour les personnes morales, ne pas faire l'objet d'une procédure collective, telle que le concordat judiciaire, la faillite;

5° être en ordre au niveau des législations fiscales et sociales.

§ 3. Pour un même projet, une même personne physique ou morale ne peut à la fois assurer la mission d'accompagnement et de consultance telle que prévue à l'article 3, § 3, 5° du décret.

**Art. 5.** § 1<sup>er</sup>. La demande d'agrément est introduite auprès de l'Agence, au moyen d'un formulaire électronique accompagné des annexes prouvant le respect des critères prévus à l'article 4, § 2.

L'Agence accuse réception dans les vingt-quatre heures de la demande et vérifie le caractère complet du dossier.

Si le dossier est incomplet, l'Agence en informe sans délai le demandeur qui dispose d'un délai de quinze jours pour transmettre les documents ou informations complémentaires, à défaut, le dossier sera classé sans suite.

L'Agence dispose d'un délai de trente jours pour analyser la demande, statuer sur l'agrément et notifier sa décision au demandeur.

§ 2. Le renouvellement d'agrément peut être demandé dans un délai de trois mois avant l'expiration de l'agrément en cours.

§ 3. Après audition ou observations préalables de l'accompagnateur, l'Agence peut suspendre ou retirer l'agrément, si les critères mentionnés à l'article 4, § 2, ne sont plus respectés, en notifiant sa décision à l'accompagnateur, par lettre recommandée à la poste ou tout autre moyen conférant date certaine.

**Art. 6.** § 1<sup>er</sup>. Dans la décision visée à l'article 3, § 3, alinéa 2, le Ministre arrête l'objet, le montant et le bénéficiaire de la bourse de préactivité.

La bourse de préactivité, qui devra être utilisée dans les trois ans de la date d'éligibilité des dépenses, sera versée en trois tranches successives par l'Agence :

1° un acompte de cinquante pour cent sera liquidé dès notification de l'arrêté ministériel;

2° une deuxième tranche de maximum vingt-cinq pour cent sera liquidée sur présentation par le promoteur d'une déclaration de créance accompagnée de pièces justificatives de l'utilisation totale de la tranche préalablement reçue et d'un rapport simplifié d'avancement sur l'évolution de l'idée ou du projet accompagné d'un relevé par poste des dépenses exposées, et le cas échéant, des documents précisés par l'arrêté ministériel;

3° le solde sera liquidé sur présentation par le promoteur d'une déclaration de créance accompagnée de pièces justificatives de l'utilisation des tranches préalablement reçues, d'un rapport final accompagné d'un relevé par poste des dépenses exposées et le cas échéant, des documents précisés par arrêté ministériel et dans certains cas, après avis du comité de sélection.

Si le promoteur ne souhaite pas solliciter le montant maximum de la bourse de préactivité, un rapport final ainsi que les pièces justificatives devront toutefois être transmis à l'Agence.

L'Agence vérifie et contrôle la conformité des dépenses et le respect du présent arrêté.

§ 2. Si la personne s'est faite accompagner, l'accompagnateur ne pourra être rémunéré qu'au terme de la mission, qui devra être détaillée dans un rapport et selon les modalités précisées par le Ministre.

L'Agence, le cas échéant après avis du Comité, appréciera le montant de la rémunération dans le respect de l'article 7, § 2, du décret.

#### CHAPITRE III. — *Les bourses innovation*

**Art. 7.** Le Ministre peut octroyer une bourse innovation, dans le cadre de l'article 9, alinéa 3, 1°, du décret, à l'entreprise qui introduit une demande auprès de l'Agence sur base d'un formulaire électronique.

Ce formulaire comprend notamment l'identification de l'entreprise ainsi qu'une demande d'information sur les aides déjà reçues conformément à l'article 3, point 3, du Règlement de la Commission n° 1998/2006 du 15 décembre 2006 concernant l'application des articles 87 et 88 du traité aux aides de minimis.

**Art. 8. § 1<sup>er</sup>.** L'Agence accuse réception de la demande dans les vingt-quatre heures de la réception du dossier et fixe la date d'éligibilité des dépenses qui correspond à la date de réception de la demande.

Dans les cinq jours de l'accusé de réception, l'Agence vérifie le caractère complet du dossier.

Si le dossier est incomplet, l'Agence en informe sans délai l'entreprise qui dispose d'un délai de quinze jours pour transmettre les documents ou informations complémentaires, auquel cas le dossier sera classé sans suite.

L'entreprise peut, sur demande motivée, solliciter une prolongation de maximum dix jours pour fournir les documents ou informations complémentaires.

§ 2. Lorsque l'Agence constate que le dossier est complet, elle vérifie, dans les cinq jours de cette constatation, si la demande est recevable. Pour être déclarée recevable, l'Agence vérifie le respect des articles 9 et 10 du décret et qu'aucune bourse innovation n'a été octroyée pour ce même projet;

En cas d'irrecevabilité, l'Agence en informe le demandeur et classe le dossier sans suite.

§ 3. Lorsque le dossier est déclaré recevable, l'Agence dispose d'un délai de maximum quatorze jours pour analyser le dossier, rédiger un rapport et le transmettre au Comité.

Dans les trente jours de la réception du rapport d'analyse rédigé par l'Agence accompagné du dossier de demande, le Comité en prend connaissance et rend un avis motivé, en tenant compte des critères visés à l'article 12, § 2, du décret, au Ministre qui adopte une décision et en informe le promoteur par tout moyen conférant date certaine.

Si l'entreprise conteste la décision adoptée, dans les quinze jours de sa notification, elle peut solliciter un réexamen unique en apportant des éléments nouveaux au dossier.

**Art. 9.** Dans la décision visée à l'article 8, § 3, alinéa 2, le Ministre arrête l'objet, le montant et le bénéficiaire de la bourse innovation visée à l'article 9, alinéa 3, 1°, du décret.

La bourse innovation, qui devra être utilisée dans les trois ans de la date d'éligibilité des dépenses, sera versée en trois tranches successives par l'Agence :

1° un acompte de cinquante pour cent sera liquidé dès notification de l'arrêté ministériel;

2° une deuxième tranche de maximum vingt-cinq pour cent sera liquidée sur présentation par l'entreprise d'une déclaration de créance accompagnée de pièces justificatives de l'utilisation totale de la tranche préalablement reçue et d'un rapport simplifié d'avancement sur l'évolution du projet accompagné d'un relevé par poste des dépenses exposées, et le cas échéant, des documents précisés par l'arrêté ministériel.

3° le solde sera liquidé sur présentation par l'entreprise d'une déclaration de créance accompagnée de pièces justificatives de l'utilisation des tranches préalablement reçues, d'un rapport final accompagné d'un relevé par poste des dépenses exposées et le cas échéant, des documents précisés par arrêté ministériel et dans certains cas, après avis du comité de sélection.

Si l'entreprise ne souhaite pas solliciter le montant maximum de la bourse innovation, un rapport final ainsi que les pièces justificatives devra toutefois être transmis à l'Agence.

L'Agence vérifie et contrôle la conformité des dépenses et le respect du présent arrêté.

**Art. 10.** Le Ministre peut octroyer une bourse innovation, conformément à l'article 9, alinéa 3, 2°, du décret, à l'entreprise qui répond à un appel à projets thématique.

Le Ministre déterminera le contenu et les modalités de cet appel à projets thématique, qui sera mis en œuvre par l'Agence.

#### CHAPITRE IV. — *Dispositions communes*

**Art. 11. § 1<sup>er</sup>.** Les membres du Comité sont désignés et nommés par le Ministre, le cas échéant, sur proposition des instances qu'ils représentent.

Le Comité se compose d'autant de suppléants qu'il y a d'effectifs, les suppléants ne siègent qu'en l'absence du membre qu'ils remplacent.

Le président et la personne qui assure le secrétariat sont désignés et nommés par le Ministre.

Hormis les frais de déplacement dont le montant est déterminé en vertu du Code de la Fonction publique, le mandat des membres est exercé à titre gratuit.

§ 2. Toute personne qui a un intérêt direct ou indirect, patrimonial ou personnel, dans l'objet d'une délibération, ne peut délibérer.

Est réputé démissionnaire tout membre :

1° qui a été absent de manière non justifiée à plus de trois réunions consécutives;

2° qui ne respecte pas le caractère confidentiel des délibérations du comité;

3° qui perd la qualité pour laquelle il était membre du comité.

§ 3. Le Comité établit son règlement d'ordre intérieur qu'il soumet à l'approbation du Ministre et qui contient notamment :

1° la procédure de convocation des réunions;

2° le quorum de présence et de vote du comité;

3° la procédure de décision en cas d'urgence.

§ 4. Le Ministre peut confier au Comité toute autre mission consultative relative aux bourses de préactivité et aux bourses innovation.

**Art. 12.** Le Ministre peut, après audition ou observations préalables du bénéficiaire, suspendre la liquidation de la bourse de préactivité ou la bourse innovation :

- 1° en cas de non-respect des obligations imposées par et en vertu du décret;
- 2° lorsque la bourse est utilisée à une autre fin que celle pour laquelle elle a été octroyée;
- 3° si le bénéficiaire ne transmet pas les justificatifs demandés;
- 4° si les rapports n'ont pas été transmis, tel que prévu à l'article 6 ou 9.
- 5° pour le bénéficiaire d'une bourse innovation, en cas de procédure collective à son encontre.

**Art. 13.** § 1<sup>er</sup>. Le Ministre peut, après audition ou observations préalables du bénéficiaire, demander le remboursement total ou partiel de la bourse de préactivité ou de la bourse innovation, s'il est constaté, sauf cas de force majeure, que l'acompte liquidé n'est pas utilisé dans l'année à dater de la notification de l'arrêté ministériel.

§ 2. En dérogation au paragraphe 1<sup>er</sup>, le Ministre peut renoncer au remboursement lorsque le coût lié à la récupération risque d'être supérieur au montant à rembourser.

**Art. 14.** Le Ministre veille au contrôle de la mise en application du présent arrêté, notamment en ce qui concerne le respect de la règle de minimis et l'obligation faite au bénéficiaire d'informer l'Agence de toute intervention publique reçue dans une période de trois ans et suivant la date d'octroi de la bourse et de la bourse innovation.

**Art. 15.** Le Ministre communique annuellement au Parlement wallon et au Conseil économique et social de la Région wallonne, un rapport quantitatif et qualitatif sur la politique des bourses de préactivité et des bourses innovation.

**Art. 16.** Tous les trois ans, le Ministre fait procéder à une évaluation externe de la politique des bourses de préactivité et des bourses innovation, dont les résultats sont communiqués au Parlement wallon et au Conseil économique et social de la Région wallonne.

#### CHAPITRE V. — *Dispositions finales*

**Art. 17.** L'arrêté du Gouvernement wallon du 10 mai 2001 d'exécution du décret relatif aux bourses de préactivité est abrogé.

**Art. 18.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2009.

**Art. 19.** Le Ministre de l'Economie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 23 octobre 2008.

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Economie, de l'Emploi, du Commerce extérieur et du Patrimoine,  
J.-C. MARCOURT

---

#### VERTALING

#### WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2008 — 4057

[2008/203950]

**23 OKTOBER 2008. — Besluit van de Waalse Regering tot uitvoering van het decreet van 15 juli 2008 betreffende de steunverlening voor het scheppen van activiteit via pre-startpremies en de steunverlening aan ondernemingen door middel van innovatiepremies**

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 15 juli 2008 betreffende de steunverlening voor het scheppen van activiteit via pre-startpremies en de steunverlening aan ondernemingen door middel van innovatiepremies, inzonderheid op de artikelen 1, 5, 6, § 1, 7, § 1, 8, 9, 12, § 1, 13, 14, 15, 16 en 17;

Gelet op het programmadecreet van 23 februari 2006 betreffende de prioritaire acties voor de Toekomst van Wallonië, inzonderheid op artikel 2, § 2, tweede lid, en § 4;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 10 mei 2001 tot uitvoering van het decreet betreffende de pre-startpremies;

Gelet op het advies 45152/2 van de Raad van State, gegeven op 1 oktober 2008, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1<sup>o</sup>, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 4 april 2008;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 10 april 2008;

Gelet op het advies A.926 van de "Conseil économique et social de la Région wallonne" (Sociaal-economische raad van het Waalse Gewest), gegeven op 5 mei 2008;

Op de voordracht van de Minister van Economie, Tewerkstelling, Buitenlandse Handel en Patrimonium;

Na beraadslaging,

Besluit :

#### HOOFDSTUK I. — *Begripsomschrijving*

**Artikel 1.** Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° decreet : het decreet van 15 juli 2008 betreffende de steunverlening voor het scheppen van activiteit via pre-startpremies en de steunverlening aan ondernemingen door middel van innovatiepremies;

2° Minister : de Minister van Economie,

3° pre-startpremie : de subsidie bedoeld in artikel 1 van het decreet;

4° promotor : de natuurlijke persoon bedoeld in artikel 1 van het decreet;

5° Agentschap : de publiekrechtelijke naamloze vennootschap die "Agence de stimulation économique" genoemd wordt, zoals bedoeld in het programmadecreet van 23 februari 2006 betreffende de prioritaire acties voor de Toekomst van Wallonië;

6° onderneming : de zeer kleine, kleine en middelgrote onderneming bedoeld in artikel 9 van het decreet, ongeacht of ze een rechtspersoon of een natuurlijke persoon is;

7° innovatiepremie : de subsidie bedoeld in artikel 9 van het decreet;

8° Comité : het Selectiecomité bedoeld in artikel 14 van het decreet.

#### HOOFDSTUK II. — *Pre-startpremies*

**Art. 2.** De Minister kan een pre-startpremie toekennen aan de promotor die een aanvraag bij het Agentschap indient d.m.v. een elektronisch formulier.

Dat formulier bevat o.a. de identificatie van de promotor en, in voorkomend geval, van de begeleider, alsook informatieaanvraag i.v.m. steunverlening verkregen overeenkomstig artikel 3, punt 3, van verordening nr. 1998/2006 van de Europese Commissie van 15 december 2006 betreffende de toepassing van de artikelen 87 en 88 van het Verdrag op de minimissteun.

**Art. 3.** § 1. Het Agentschap bericht ontvangst van de aanvraag binnen vierentwintig uur na ontvangst van het dossier en legt de datum vast waarop de uitgaven in aanmerking komen voor subsidies. Die datum stemt overeen met de datum van ontvangst van de aanvraag.

Binnen vijf dagen na het bericht van ontvangst gaat het Agentschap na of het dossier volledig is.

Indien het dossier onvolledig is, verwittigt het Agentschap onmiddellijk de promotor, die over een termijn van vijftien dagen beschikt om de aanvullende stukken en gegevens over te maken. Zoniet wordt geen gevolg gegeven aan het dossier.

De promotor mag een termijnverlenging met maximum tien dagen vragen om de aanvullende stukken en gegevens te verstrekken. Dat verzoek moet gemotiveerd zijn.

§ 2. Wanneer het Agentschap vaststelt dat het dossier volledig is, gaat het binnen vijf dagen van de vaststelling na of de aanvraag ontvankelijk is. Om ontvankelijk verklaard te worden moet de aanvraag aan de volgende voorwaarden voldoen :

1° artikel 1 van het decreet in acht nemen;

2° betrekking hebben op het scheppen van een activiteit in de zin van artikel 2, tweede lid, van het decreet;

3° betrekking hebben op pre-activiteit;

4° nog geen pre-startpremie voor hetzelfde idee of project ontvangen hebben.

Indien de aanvraag niet ontvankelijk verklaard wordt, verwittigt het Agentschap de promotor en wordt geen gevolg aan het dossier gegeven.

§ 3. Wanneer het dossier ontvankelijk verklaard wordt, beschikt het Agentschap over een termijn van maximum veertien dagen om het te onderzoeken, om een verslag op te maken en aan het Comité over te leggen.

Het Comité neemt kennis van het door het Agentschap opgemaakt onderzoeksrapport, dat vergezeld gaat van het aanvraagdossier, binnen dertig dagen na ontvangst ervan en geeft de Minister advies op grond van de criteria bedoeld in artikel 6, § 2, van het decreet. De Minister beslist en informeert de promotor met elk middel dat een vaste datum verleent.

Als de promotor de aangenomen beslissing binnen vijftien dagen na kennisgeving ervan aanvecht, mag hij vragen dat het dossier nog één keer onderzocht wordt en vult hij het dossier met nieuwe gegevens aan.

§ 4. Het verzoek om aanvullende gegevens bedoeld in artikel 5 van het decreet wordt onderworpen aan de procedure omschreven in de paragrafen 1 tot 3.

**Art. 4.** § 1. Via de begeleiding bedoeld in artikel 7 van het decreet krijgt de promotor de nodige steun bij de uitvoering van zijn taak, o.a. bij de tenuitvoerlegging van het project, bij het opmaken van de rapporten en bij de administratieve opvolging van de toekenning van de subsidie.

§ 2. De begeleiders worden voor drie jaar erkend op basis van de volgende criteria :

1° beschikken over de kwalificatie en de ervaring vereist om de functie van begeleider uit te oefenen;

2° de nodige onafhankelijkheids- en onpartijdigheidsgaranties overleggen;

3° niet het voorwerp van een veroordeling hebben uitgemaakt, noch disciplinaire of administratieve sancties hebben opgelopen;

4° wat de rechtspersonen betreft, niet het voorwerp uitmaken van een collectieve procedure, zoals gerechtelijke schikking, faillissement;

5° aan de fiscale en sociale wetgevingen voldoen.

§ 3. Dezelfde natuurlijke of rechtspersoon mag voor hetzelfde project niet tegelijkertijd en de begeleidings- en de raadplegingsopdracht zoals bedoeld in artikel 3, § 3, 5° van het decreet vervullen.

**Art. 5.** § 1. De erkenningsaanvraag wordt bij het Agentschap ingediend d.m.v. een elektronisch formulier, vergezeld van de bijlagen waaruit blijkt dat de criteria bedoeld in artikel 4, § 2, in acht worden genomen.

Het Agentschap bericht ontvangst binnen vierentwintig na ontvangst van de aanvraag en gaat na of het dossier volledig is.

Indien het dossier volledig is, verwittigt het Agentschap onmiddellijk de aanvrager, die over een termijn van vijftien dagen beschikt om de aanvullende stukken en gegevens over te maken. Zo niet wordt geen gevolg gegeven aan het dossier.

Het Agentschap beschikt over een termijn van dertig dagen om de aanvraag te onderzoeken, om zich over de erkenning uit te spreken en om zijn beslissing aan de aanvrager mee te delen.

§ 2. De hernieuwing van de erkenning kan aangevraagd worden binnen een termijn van drie maanden vóór het verstrijken van de lopende erkenning.

§ 3. Na verhoor of voorafgaandelijke opmerkingen van de begeleider kan het Agentschap de erkenning opschorten of intrekken indien de criteria bedoeld in artikel 4, § 2, niet meer in acht genomen worden, waarbij het zijn beslissing aan de begeleider meedeelt bij aangetekend schrijven of via elk ander middel dat een vaste datum verleent.

**Art. 6.** § 1. De Minister vermeldt het voorwerp, het bedrag en de begunstigde van de pre-startpremie in de beslissing bedoeld in artikel 3, § 3, tweede lid.

De pre-startpremie, die gebruikt moet worden binnen drie jaar na de datum waarop de uitgaven in aanmerking kunnen komen, wordt door het Agentschap in drie achtereenvolgende schijven gestort :

1° een voorschot van vijftig percent na kennisgeving van het ministerieel besluit;

2° een tweede schijf van maximum vijftientig percent na overlegging door de promotor van een aangifte van schuldvordering, vergezeld van bewijsstukken waaruit blijkt dat de vooraf ontvangen schijf helemaal is gebruikt en van een vereenvoudigd rapport over de evolutie van het idee of project, vergezeld van een overzicht per post van de gemaakte uitgaven en, in voorkomend geval, van de stukken bedoeld in het ministerieel besluit;

3° het saldo na overlegging door de promotor van een aangifte van schuldvordering, vergezeld van bewijsstukken waaruit blijkt dat de vooraf ontvangen schijf helemaal is gebruikt en van een vereenvoudigd rapport over de evolutie van het idee of project, vergezeld van een overzicht per post van de gemaakte uitgaven en, in voorkomend geval, van de stukken bedoeld in het ministerieel besluit en, in bepaalde gevallen, na advies van het selectiecomité.

Als de promotor niet wenst te verzoeken om het maximumbedrag van de pre-startpremie, moeten desalniettemin een eindrapport en de bewijsstukken aan het Agentschap overgemaakt worden.

Het Agentschap onderzoekt en controleert de conformiteit van de uitgaven en de naleving van dit besluit.

§ 2. Als de persoon zich heeft laten begeleiden, kan de begeleider pas na de opdracht bezoldigd worden. De opdracht wordt uitvoerig omschreven in een rapport en volgens de modaliteiten die nader bepaald worden door de Minister.

Het Agentschap raamt het bedrag van de bezoldiging overeenkomstig artikel 7, § 2, van het decreet, in voorkomend geval na advies van het Comité.

### HOOFDSTUK III. — *Innovatiepremies*

**Art. 7.** De Minister kan overeenkomstig artikel 9, derde lid, 1°, van het decreet een innovatiepremie toekennen aan de onderneming die een aanvraag bij het Agentschap indient d.m.v. een elektronisch formulier.

Dat formulier bevat de identificatie van de onderneming, alsook informatieaanvraag i.v.m. steunverlening verkregen overeenkomstig artikel 3, punt 3, van verordening nr. 1998/2006 van de Europese commissie van 15 december 2006 betreffende de toepassing van de artikelen 87 en 88 van het Verdrag op de minimissteun.

**Art. 8.** § 1. Het Agentschap bericht ontvangst van de aanvraag binnen vierentwintig uur na ontvangst van het dossier en legt de datum vast waarop de uitgaven in aanmerking kunnen komen voor subsidies. Die datum stemt overeen met de datum van ontvangst van de aanvraag.

Binnen vijf dagen na het bericht van ontvangst gaat het Agentschap na of het dossier volledig is.

Indien het dossier onvolledig is, verwittigt het Agentschap onmiddellijk de onderneming, die over een termijn van vijftien dagen beschikt om de aanvullende stukken en gegevens over te maken. Zo niet wordt geen gevolg gegeven aan het dossier.

De onderneming mag een termijnverlenging met maximum tien dagen vragen om de aanvullende stukken en gegevens te verstrekken. Dat verzoek moet gemotiveerd zijn.

§ 2. Wanneer het Agentschap vaststelt dat het dossier volledig is, gaat het binnen vijf dagen na de vaststelling na of de aanvraag ontvankelijk is. Opdat het dossier ontvankelijk verklaard kan worden, gaat het Agentschap na of de artikelen 9 en 10 van het decreet nageleefd worden en of er nog geen innovatiepremie voor hetzelfde project is toegekend.

Indien de aanvraag niet ontvankelijk is, verwittigt het Agentschap de aanvrager en wordt geen gevolg aan het dossier gegeven.

§ 3. Wanneer het dossier ontvankelijk verklaard wordt, beschikt het Agentschap over een termijn van maximum veertien dagen om het te onderzoeken, om een verslag op te maken en aan het Comité over te leggen.

Het Comité neemt kennis van het door het Agentschap opgemaakt onderzoeksrapport, dat vergezeld gaat van het aanvraagdossier, binnen dertig dagen na ontvangst ervan en geeft de Minister advies op grond van de criteria bedoeld in artikel 12, § 2, van het decreet. De Minister beslist en informeert de promotor via elk middel dat een vaste datum verleent.

Als de onderneming de aangenomen beslissing binnen vijftien dagen na kennisgeving ervan aanvecht, mag ze vragen dat het dossier nog één keer onderzocht wordt en vult ze het dossier met nieuwe gegevens aan.

**Art. 9.** De Minister vermeldt het voorwerp, het bedrag en de begunstigde van de innovatiepremie bedoeld in artikel 9, derde lid, 1°, van het decreet in de beslissing bedoeld in artikel 8, § 3, tweede lid.

De innovatiepremie, die gebruikt moet worden binnen drie jaar na de datum waarop de uitgaven in aanmerking kunnen komen, wordt door het Agentschap in drie achtereenvolgende schijven gestort :

1° een voorschot van vijftig percent na kennisgeving van het ministerieel besluit;

2° een tweede schijf van maximum vijftientig percent na overlegging door de onderneming van een aangifte van schuldvordering, vergezeld van bewijsstukken waaruit blijkt dat de vooraf ontvangen schijf helemaal is gebruikt en van een vereenvoudigd rapport over de evolutie van het idee of project, vergezeld van een overzicht per post van de gemaakte uitgaven en, in voorkomend geval, van de stukken bedoeld in het ministerieel besluit;

3° het saldo na overlegging door de onderneming van een aangifte van schuldvordering, vergezeld van bewijsstukken waaruit blijkt dat de vooraf ontvangen schijf helemaal is gebruikt en van een vereenvoudigd rapport over de evolutie van het idee of project, vergezeld van een overzicht per post van de gemaakte uitgaven en, in voorkomend geval, van de stukken bedoeld in het ministerieel besluit en, in bepaalde gevallen, na advies van het selectiecomité.

Als de onderneming niet wenst te verzoeken om het maximumbedrag van de innovatiepremie, moeten desalniettemin een eindrapport en de bewijsstukken aan het Agentschap overgemaakt worden.

Het Agentschap onderzoekt en controleert de conformiteit van de uitgaven en de naleving van dit besluit.

**Art. 10.** De Minister kan overeenkomstig artikel 9, derde lid, 2<sup>o</sup>, van het decreet een innovatiepremie toekennen aan de onderneming die gehoor geeft aan een thematische projectenoproep.

De Minister bepaalt de inhoud en de modaliteiten van die thematische projectenoproep, die door het Agentschap ten uitvoer gebracht zal worden.

#### HOOFDSTUK IV. — *Gemeenschappelijke bepalingen*

**Art. 11.** § 1. De leden van het Comité worden aangewezen en benoemd door de Minister, desgevallend op de voordracht van de instanties die zij vertegenwoordigen.

Het Comité telt evenveel plaatsvervangende als gewone leden. Een plaatsvervangend lid heeft slechts zitting als het gewoon lid dat het vervangt afwezig is.

De voorzitter en de persoon die het secretariaat waarneemt worden aangewezen en benoemd door de Minister.

Behalve de verplaatsingskosten, waarvan het bedrag overeenkomstig de Ambtenarencode bepaald wordt, wordt het mandaat van de leden gratis uitgeoefend.

§ 2. Elke persoon die rechtstreeks of onrechtstreeks, i.v.m. zijn vermogen of persoonlijk een belang heeft in het voorwerp van een beraadslaging, mag niet beraadslagen.

Als aftredend wordt beschouwd elk lid :

1<sup>o</sup> dat meer dan drie achtereenvolgende vergaderingen niet bijwoont zonder rechtvaardiging;

2<sup>o</sup> dat zich niet houdt aan de geheimhouding van de beraadslagingen van het comité;

3<sup>o</sup> dat de hoedanigheid verliest waarin het lid van het comité was.

§ 3. Het Comité maakt zijn huishoudelijk reglement op en legt het ter goedkeuring voor aan de Minister. Dat reglement bevat o.a. :

1<sup>o</sup> de procedure voor de bijeenroeping van de vergaderingen;

2<sup>o</sup> het aanwezigheidsquorum en het stemmingsquorum van het comité;

3<sup>o</sup> de beslissingsprocedure in spoedgevallen.

§ 4. De Minister kan het Comité belasten met elke andere adviesopdracht i.v.m. pre-startpremies en innovatiepremies.

**Art. 12.** Na verhoor of voorafgaande opmerkingen van de begunstigde kan de Minister de betaling van de pre-startpremie of innovatiepremie opschorten :

1<sup>o</sup> indien de bij of krachtens het decreet opgelegde verplichtingen niet nagekomen worden;

2<sup>o</sup> indien de premie gebruikt wordt voor een ander doel dan dat waarvoor ze is toegekend;

3<sup>o</sup> indien de begunstigde de gevraagde bewijsstukken niet overmaakt;

4<sup>o</sup> indien de rapporten niet overgemaakt worden, zoals bepaald bij artikel 6 of 9;

5<sup>o</sup> wat de begunstigde van een innovatiepremie betreft, indien een collectieve procedure tegen hem wordt opgestart.

**Art. 13.** § 1. Na verhoor of voorafgaande opmerkingen van de begunstigde kan de Minister verzoeken om de gehele of gedeeltelijke terugbetaling van de pre-startpremie of innovatiepremie indien vastgesteld wordt dat het betaalde voorschot niet is gebruikt in de loop van het jaar dat ingaat op de datum van kennisgeving van het ministerieel besluit, behalve overmacht.

§ 2. In afwijking van paragraaf 1 kan de Minister van de terugbetaling afzien wanneer de prijs van de invordering hoger zou kunnen zijn dan het terug te betalen bedrag.

**Art. 14.** De Minister ziet toe op de toepassing van dit besluit, o.a. wat betreft de naleving van de minimisregel en de verplichting voor de begunstigde tot kennisgeving aan het Agentschap van elke openbare tegemoetkoming ontvangen tijdens een periode van drie jaar na de datum van toekenning van de pre-startpremie en van de innovatiepremie.

**Art. 15.** De Minister bezorgt het Waals Parlement en de "Conseil économique et social de la Région wallonne" jaarlijks een kwantitatief en kwalitatief rapport over de beleidsvoering inzake de pre-startpremies en de innovatiepremies.

**Art. 16.** De Minister laat om de drie jaar een externe evaluatie van de beleidsvoering inzake de pre-startpremies en de innovatiepremies uitvoeren. De resultaten worden aan het Waals Parlement en de "Conseil économique et social de la Région wallonne" overgelegd.

#### HOOFDSTUK V. — *Slotbepalingen*

**Art. 17.** Het besluit van de Waalse Regering van 10 mei 2001 tot uitvoering van het decreet betreffende de pre-startpremies wordt opgeheven.

**Art. 18.** Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2009.

**Art. 19.** De Minister van Economie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 23 oktober 2008.

De Minister-President,  
R. DEMOTTE

De Minister van Economie, Tewerkstelling, Buitenlandse Handel en Patrimonium,  
J.-C. MARCOURT